

## Fumée

# Japan Tobacco: les associations de santé publique s'inquiètent

**La construction du nouveau bâtiment du cigarettier à Genève déplaît aux organisations mondiales de santé**

**Sophie Davaris**

Peut-on à la fois se présenter comme la capitale mondiale de la santé, hôte de plusieurs organisations internationales qui militent pour la cause, et se féliciter de l'édification dans le même quartier d'un immense bâtiment d'un géant du tabac? C'est la question que pose Santé publique suisse. Cet organisme, qui regroupe 600 professionnels de la santé en Suisse, réagit officiellement au projet de Japan Tobacco International (JTI) de construire un nouvel immeuble au cœur du secteur international de Genève.

## Quitter Genève?

Dans une lettre adressée le 8 septembre au conseiller d'Etat Pierre-François Unger, la réprobation n'est pas dissimulée. Rappelant que



Le nouvel immeuble devrait être inauguré en 2013. DR

«le tabagisme est la principale cause de cancer évitable dans le monde (...), responsable de plus de 80% de tous les cancers pulmonaires», Santé publique suisse juge la position du canton «incohérente»: «En effet, il est contradictoire qu'un Etat qui se proclame «capitale de la

santé» puisse simultanément soutenir l'implantation d'un nouveau bâtiment d'une entreprise dont tout le monde sait qu'elle met en danger la santé de la population dans le monde entier. Santé publique suisse vous prie donc de revoir votre préavis positif à l'égard de la

construction du nouveau siège de JTI.»

Pour la secrétaire générale de Santé publique suisse, Denise Felber Dietrich, «la proximité entre le siège mondial de JTI et les organismes de santé pose un problème». Les organisations internationales pourraient-elles décider de quitter Genève pour autant? «La discussion au sein de ces organisations est légitime. Le but de notre lettre était de demander au conseiller d'Etat de réfléchir de manière critique.»

Pierre-François Unger a consulté ses collègues du Conseil d'Etat avant de répondre. Sans surprise, ils ont «souligné que le canton était l'un des plus dynamiques dans la promotion de la santé, et s'était battu avec succès contre la fumée passive. Quant à JTI, c'est une entreprise implantée à Genève depuis cinquante ans, qui ne demande qu'une chose: réunir ses trois centres en un seul site. Pourquoi l'en empêcher? Nous n'avons jamais été prohibitionnistes.»

«Entre interdire et offrir une place de choix au milieu du quartier international, il y a une marge», rétorque Pascal Diethelm. Le choix de l'emplacement de ce futur bâti-

ment inquiète le président d'Oxy-Romandie, association de lutte contre le tabagisme: il craint le lobbying exercé par le cigarettier, les oreilles qui traînent à l'heure du déjeuner dans les cafés et restaurants alentour.

## «Le fisc près des banques»

«Ce quartier a une vocation. Or cette industrie a des effets à l'opposé de ce que défendent les organisations internationales. On nous traite de paranoïaques. Mais imaginez qu'un immeuble du fisc français s'implante au sein du quartier des banques. Ça plomberait un peu l'ambiance. La présence de JTI sera de même nature.»

Interrogé sur cette question, le conseiller d'Etat Unger rejette la comparaison et dit ne pas croire «que les problèmes se règlent mieux quand on s'ignore». En face, Pascal Diethelm n'en démord pas: «Avec Guy-Olivier Segond, une telle chose ne se serait pas produite. En 1998, il était monté au créneau contre Tabexpo, une exposition internationale de l'industrie du tabac entièrement orientée. Cette situation est incompatible avec l'esprit de Genève.»